



Communiqué de presse

88/22

Montreuil, le 20 octobre 2022.

La grève, c'est la démocratie !

La Fédération CGT Santé et Action Sociale et ses syndicats ont répondu à l'appel interprofessionnel du 18 octobre pour revendiquer une hausse générale des salaires à minima indexés sur l'inflation. Seule une réévaluation du SMIC à 2 000 euros bruts peut apporter des conditions de vie digne et pousser le patronat et le gouvernement à ouvrir des négociations pour la revalorisation de l'ensemble des salaires. L'amélioration des conditions de vie passe aussi par le financement d'une protection sociale, d'une retraite et des services publics de haut niveau. Le partage des richesses a toujours été obtenu par la grève, c'est pourquoi la défense de ce droit est essentielle. Lors de la manifestation parisienne, les CRS ont attaqué violemment le service d'accueil et de sécurité de la CGT, nous sommes indignés.

La mobilisation du 18 octobre a été d'ampleur : 300 000 manifestants en France avec plus de 180 points de rassemblements dans un contexte particulièrement difficile pour les travailleurs.

Dans le secteur de la santé, de l'action sociale et médico-sociale, les salaires sont largement insuffisants pour vivre dignement. Le manque de reconnaissance a des conséquences sur l'attractivité de nos établissements qui peinent à recruter et à fidéliser le personnel. Les retraités de nos secteurs professionnels, beaucoup de femmes, ont des niveaux de pensions indécentes. Être gréviste est devenu quasiment mission impossible du fait de sous-effectifs quotidiens (travailler « mode dégradé » est devenu la norme) et les réquisitions abusives sont régulières.

Nous revendiquons aussi, pour notre secteur, le développement des formations sanitaires et sociales, de l'emploi et des moyens de financement nécessaires à la mise en œuvre des missions de service public au service de l'intérêt général plutôt que des lois de finances qui organisent l'austérité budgétaire.

L'État préfère continuer à démanteler nos services publics, notre Sécurité Sociale, nos retraites, plutôt que de faire contribuer les plus riches à la solidarité nationale !

Le président de la République s'entête à développer l'autoritarisme pour ne pas répondre aux revendications des salarié-e-s et pour avancer sur des réformes qui ne font qu'aggraver la situation et ne répondent pas aux enjeux du moment.

Le budget présenté par le gouvernement à l'Assemblée nationale subit revers sur revers, y compris de la part de la majorité, avec des votes contre ses orientations. Plutôt que de prendre en compte les voix qui s'expriment, le gouvernement a utilisé le « 49.3 ». Pour tenter d'empêcher une motion de censure, il menace de dissoudre l'Assemblée nationale. Cet autoritarisme rejoint celui utilisé contre le droit de grève des salarié-e-s mobilisé-e-s dans les raffineries. C'est une crise sociale, institutionnelle et politique qui se développe.

Les syndicats de notre secteur continuent donc la mobilisation pour le développement de politiques portant la justice sociale et le développement du bien-être de la population par une meilleure répartition des richesses produites par le travail !